

Cote du document: EB 2018/LOT/G.5
Date: 1^{er} novembre 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement en faveur de l'intégration de multiples sources d'eau et institutions locales à l'appui de l'amélioration de la sécurité alimentaire dans l'arrière-pays nord-africain, grâce au renforcement des systèmes d'innovation agricole et rurale

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Khalida Bouzar
Directrice de la
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
téléphone: +39 06 5459 2321
courriel: k.bouzar@ifad.org

Naoufel Telahigue
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2572
courriel: n.telahigue@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don telle qu'elle figure au paragraphe 19.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement en faveur de l'intégration de multiples sources d'eau et institutions locales à l'appui de l'amélioration de la sécurité alimentaire dans l'arrière-pays nord-africain, grâce au renforcement des systèmes d'innovation agricole et rurale

I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA en matière de dons

1. Les zones marginales de l'arrière-pays nord-africain comprennent les zones montagneuses semi-arides, les steppes et les oasis du sud aride. Les zones montagneuses sont des écosystèmes fragiles menacés par l'érosion et la dégradation des terres. Depuis 20 ans, elles affichent une vulnérabilité croissante face aux effets des changements climatiques. Elles abritent de nombreux systèmes intégrés d'élevage extensif associés à des cultures céréalières et fruitières (dont pommes et amandes), à des systèmes agroforestiers (oliviers) implantés dans les contreforts et les hauts plateaux, à des cultures maraîchères et à la culture de luzerne dans de petits espaces irrigués gérés par les communautés des vallées et des bassins. L'accroissement du cheptel et l'intensification de l'activité agricole ont induit une augmentation des surfaces cultivées dans les terrains de parcours, une extension de l'emprise agricole sur les forêts et une forte pression sur les nappes phréatiques. Dans les zones semi-désertiques d'Afrique du Nord, la sécheresse et la mécanisation de l'agriculture sont à l'origine d'une dégradation croissante des ressources naturelles.
2. Par conséquent, les zones marginales nord-africaines ont connu ces 20 dernières années des évolutions sociales, économiques et environnementales diverses, qui appellent une action créative des communautés locales et une meilleure convergence des politiques publiques et des programmes de développement. Le projet est axé sur la découverte et la mise à l'essai d'innovations locales éprouvées et potentielles susceptibles d'améliorer la résilience dans les zones marginales d'Algérie, du Maroc et de Tunisie. Il promouvra le renforcement des capacités et l'investissement en faveur des jeunes petits exploitants des zones rurales engagés dans une dynamique de changement positive, en les associant aux systèmes d'innovation agricole et rurale pour un développement territorial inclusif. Les innovations et les savoirs produits dans les pays ciblés seront recueillis et largement diffusés afin d'accroître la durabilité des pratiques agricoles fraîchement adoptées dans les zones marginales retenues.
3. Le Centre français de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) a été sélectionné comme bénéficiaire du don proposé. Conformément aux dispositions du paragraphe 15 de la Politique du FIDA en

matière de dons (2015)¹, la sélection directe du CIRAD est pleinement justifiée, dans la mesure où il a été considéré que ce dernier était le seul organisme en mesure d'appliquer l'approche et les activités proposées à l'aide d'outils spécialisés afin d'atteindre les objectifs du projet. Parmi les organismes intervenant dans la région, le CIRAD est celui possédant le savoir-faire, les méthodes et les outils les plus pertinents dans les pays visés.

4. Les activités du projet proposées sont conformes au but et aux objectifs de la Politique du FIDA en matière de dons, en ce qu'elles participent à la promotion d'innovations et approches susceptibles d'être reproduites à plus grande échelle pour un impact accru, ainsi qu'à la production et au partage des savoirs. En outre, la reproduction à plus grande échelle d'approches innovantes de la gestion durable de l'eau – qui constitue l'axe privilégié et le but de ce don – s'inscrit en plein dans les efforts menés par le FIDA pour mettre au point des systèmes irrigués collectifs et participatifs tout en inventoriant les savoirs locaux, y compris ceux générés dans le cadre d'activités passées et en cours menées avec l'appui du FIDA². Le projet proposé épouse le principe de transversalisation de la jeunesse et de la problématique hommes-femmes, tel que développé dans les engagements pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11) et s'adresse en conséquence à des jeunes femmes et à des jeunes hommes d'influence au niveau local participant à la gestion des ressources en eau.
5. Le projet proposé s'inscrit dans le prolongement de l'objectif du FIDA relatif à la promotion de la recherche agricole pour le développement, conformément au groupe thématique IV du Plan à moyen terme du FIDA (2016-2018) et à l'orientation prioritaire 4b du document d'orientation stratégique pour les dons du FIDA (2018). Ce don peut contribuer à la refonte des stratégies du FIDA, en particulier au regard de l'engagement 3.3 (transversaliser les thèmes suivants: nutrition, problématique hommes-femmes, jeunesse et changements climatiques) et de l'engagement 3.4 (renforcer les synergies entre les activités de prêt et les activités hors prêts) de la Onzième reconstitution des ressources.
6. La proposition a été élaborée dans le cadre d'un dialogue continu entre le bénéficiaire et les équipes de pays du FIDA en Algérie, au Maroc et en Tunisie. Les perspectives de renforcement de la coopération technique et du partage des savoirs entre les pays cibles ouvrent la voie à une intensification des activités proposées dans le cadre d'une coopération Sud-Sud et triangulaire. Il est attendu des équipes de pays du FIDA qu'elles s'appuient sur l'approche du projet et les premiers produits qu'il générera (en particulier, ceux relevant de la composante 1) pour contribuer aux mesures 20, 21, 23, 24, 27 et 29 prévues au titre des engagements de FIDA11 et pouvant faire l'objet d'un suivi.

II. Le projet proposé

7. Le but général du projet est d'accroître la résilience des pratiques d'irrigation locales dans les zones marginales d'Algérie, du Maroc et de Tunisie, sur fond de changements environnementaux et sociétaux globaux, grâce à la découverte et à la mise à l'essai d'innovations techniques et institutionnelles dans les domaines de la gestion de l'eau, des systèmes agricoles et du développement rural. Le projet vise à améliorer l'application de pratiques innovantes, leur contribution à la résilience des petites exploitations et les moyens d'existence des ménages et des communautés. Il participera à la diffusion et à la comparaison des innovations éprouvées, l'objectif étant de renforcer les capacités des jeunes agriculteurs des petites exploitations et de les mettre en relation avec d'autres parties prenantes.

¹ Voir le document EB 2015/114/R.2/Rev.1.

² FIDA, *Gestion de l'eau à usage agricole. Note sur la transposition à plus grande échelle* (2015) https://www.ifad.org/documents/38714170/40237450/Scaling+up+note+on+agricultural+water+management_f.pdf/5d9e6d2e-f84d-472b-a206-0af1032f74af.

Cette approche peut favoriser la pérennisation des innovations grâce au renforcement des réseaux d'innovation agricole et rurale.

8. Le groupe cible direct sera composé de 766 personnes, à savoir:
- i) 360 jeunes petits exploitants participant à des actions locales innovantes et collectives à l'appui de la gestion de l'eau et du développement rural;
 - ii) 110 petits exploitants membres des associations locales d'irrigants sélectionnées;
 - iii) 85 agricultrices et agriculteurs travaillant dans de petites exploitations et membres de cinq ou six coopératives sélectionnées;
 - iv) 30 membres d'organisations non gouvernementales locales et d'autres associations de développement;
 - v) 30 représentants des autorités locales, des institutions gérant les bassins hydrographiques et des services agricoles;
 - vi) 151 étudiants et scientifiques travaillant sur la thématique de l'eau.

Le groupe cible indirect comprendra des communautés locales et des familles de petits exploitants des zones marginales. Étant donné que chaque association d'irrigants ou coopérative agricole compte entre 20 et 50 adhérents, le groupe cible indirect comptera au total 1 050 petits exploitants.

9. Le projet sera exécuté sur une période de quatre ans et comprendra les composantes suivantes:
- i) analyse comparative des innovations pertinentes;
 - ii) expérimentation pilote d'innovations à l'appui de la productivité de l'eau et du développement agricole; et
 - iii) renforcement des capacités des petits exploitants et des réseaux d'innovation.

10.

III. Effets/produits escomptés

11. On attend de ce projet les produits suivants:
- i) Une base de référence est mise au point; elle contient des données factuelles comparatives multidimensionnelles sur les innovations éprouvées et potentielles.
 - ii) Les six innovations sélectionnées sont testées avec succès dans les zones marginales.
 - iii) Un réseau nord-africain pérenne pour la recherche et le développement, fédérant toutes les catégories de jeunes professionnels, est créé.
12. On attend de ce projet les effets suivants:
- i) Le périmètre des innovations possibles dans les initiatives locales est élargi grâce à des échanges de connaissances entre les pays cibles.
 - ii) Les jeunes professionnels formés sont en mesure d'appuyer les innovations locales par le biais de réseaux d'innovation en agriculture et développement rural.
 - iii) Les savoirs existants et fraîchement produits sur la gestion de l'eau et le développement territorial sont capitalisés et mis à disposition d'autres projets.

IV. Modalités d'exécution

13. Le CIRAD supervisera l'exécution des activités du projet avec la participation des institutions publiques internationales et locales et des partenaires universitaires suivants:
 - i) Algérie: Le Centre universitaire de Tipaza nouera une collaboration officielle avec l'Université de Ghardaïa et travaillera en liaison avec les pouvoirs publics régionaux et locaux, ainsi qu'avec des instituts de recherche et de formation.
 - ii) Maroc: L'École nationale d'agriculture de Meknès et l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II travailleront en lien avec d'autres instituts de recherche et de formation, ainsi qu'avec des institutions publiques régionales et locales.
 - iii) Tunisie: L'Institut national agronomique de Tunisie et l'Institut national de recherche en génie rural, eaux et forêts travailleront en lien avec d'autres instituts de recherche et de formation, tels que l'Institut des régions arides et des institutions publiques locales, pour l'exécution des activités du projet.
14. Un accord de consortium sera conclu par le CIRAD, l'École nationale d'agriculture de Meknès, l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II, l'Institut national de recherche en génie rural, eaux et forêts, le Centre universitaire de Tipaza et deux centres de recherche situés en France, l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture et le Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques. Des accords seront également conclus entre le CIRAD et chaque partenaire local, précisant les dispositions opérationnelles, les flux financiers et les responsabilités.
15. Le CIRAD se chargera de la coordination du projet, ainsi que de la gestion technique et financière. Un coordonnateur principal et un coordonnateur adjoint, possédant tous deux une vaste expérience de la gestion de l'irrigation et des approches participatives, seront désignés par le CIRAD et prendront leurs fonctions dans une institution partenaire à Rabat ou à Tunis. Le coordonnateur principal assurera le suivi des progrès techniques et scientifiques du projet, en promouvra les résultats et représentera le consortium. Le CIRAD mobilisera un juriste et un directeur financier, qui seront chargés d'une mission de suivi et d'assistance, tandis que le coordonnateur adjoint appuiera la gestion courante du don. Un comité directeur international représentant tous les partenaires veillera à l'efficacité et au respect du calendrier d'exécution, avec la contribution des comités de coordination locaux.
16. Le système de suivi-évaluation du projet relèvera du comité directeur international. Les indicateurs qualitatifs retenus seront définis en concertation avec des acteurs locaux, ce qui leur permettra de suivre l'avancement du projet. Le FIDA participera aux réunions du comité directeur international en qualité d'observateur. Des représentants du Fonds et des experts indépendants seront invités aux trois ateliers annuels consacrés au projet et à la mission d'examen à mi-parcours.
17. Les procédures du FIDA relatives à la présentation de l'information financière et à l'audit sont conformes aux procédures standard.

V. Coût et financement indicatifs du projet

18. Le coût total du projet est estimé à 2 736 000 USD. Le FIDA contribuera au projet à hauteur de 2 084 000 USD (76%), tandis que les contributions en espèces et en nature du CIRAD et des autres cofinanceurs totaliseront 526 951 USD et 125 885 USD respectivement.

Tableau 1
Coût par composante et par source de financement
 (en milliers d'USD)

<i>Composantes</i>	<i>FIDA</i>	<i>CIRAD (en espèces)</i>	<i>Autres cofinanceurs (en espèces)</i>	<i>Autres cofinanceurs (en nature)</i>	<i>Total</i>
1. Analyse comparative des innovations pertinentes	366	118	12	30	526
2. Expérimentation pilote d'innovations à l'appui de la productivité de l'eau et du développement agricole	1 004	201	29	56	1 290
3. Renforcement des capacités des petits exploitants et des réseaux d'innovation	714	140	27	40	920
Total	2 084	459	67	126	2 736

Tableau 2
Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
 (en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>CIRAD (en espèces)</i>	<i>Autres cofinanceurs (en espèces)</i>	<i>Autres cofinanceurs (en nature)</i>	<i>Total</i>
1. Salaires et indemnités	634	286	29	67	1 016
2. Consultants	240	34	-	-	274
3. Équipement et matériel	269	14	11	24	318
4. Biens et services	102	17	4	4	127
5. Dépenses de fonctionnement	41	3	6	1	51
6. Formation et ateliers	147	31	-	-	178
7. Frais de voyage et indemnités	498	74	17	30	619
8. Frais généraux	153	-	-	-	153
Total	2 084	459	67	126	2 736

VI. Recommandation

19. Je recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer, en partie, le projet d'intégration de multiples sources d'eau et institutions locales à l'appui de l'amélioration de la sécurité alimentaire dans l'arrière-pays nord-africain, grâce au renforcement des systèmes d'innovation agricole et rurale, accordera un don de deux millions quatre-vingt-quatre mille dollars des États-Unis (2 084 000 USD) au CIRAD pour une période de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
 Gilbert F. Hougbo

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Strengthen the resilience of oasis communities	Resilience indicators of IFAD	Annual reports	
Objectives	<p>Overall objective: To enhance the resilience of oases communities in the face of global environmental and societal</p> <p>Specific objectives:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. To make a detailed and comparative inventory of ongoing and potential innovations that have the capacity to strengthen the resilience of oases communities; 2. To analyze, test and discuss selected innovations in the target zones through a participative, territorial, multiple-actors approach from participatory diagnosis to participatory forecasting and scenario-building; 3. To train young professionals on water-related development programs in marginal areas 	<p>Number of comparative analyzes produced Target: 20 innovations</p> <p>Number of beneficiaries applying selected innovations Target: 10 groups of smallholders in the process of adoption of the innovations referenced by the project</p> <p>An operational network is in place</p>	<p>Survey of resilience of selected oases (Waw/FAO), start and end</p> <p>Research reports</p> <p>Workshop proceedings</p> <p>Scientific articles</p> <p>Minutes of workshops</p> <p>MSc and PhD theses</p> <p>Manuals</p> <p>Videos</p> <p>Adoption survey in two countries</p> <p>Training certificates</p>	<p>Political stability</p> <p>No prolonged droughts</p> <p>Market failure</p> <p>Climate variability, out-migration, competition over resources with modern extensions</p>
Outcomes/ Outputs				
Outcome 1	Enlarged scope of possible innovations for local initiatives	<p>Number of innovations</p> <p><i>Baseline: 0</i></p> <p><i>Target: 10</i></p>	Completion survey	Clear political support for inclusive rural development and innovations in marginal areas
Outcome 2	Trained young professionals able to support local innovations through agricultural and rural innovation networks	<p>Competency proficiency levels of trained young professionals</p> <p><i>Baseline: to be qualified by the baseline survey</i></p> <p><i>Target: full proficiency for all categories of young professionals</i></p>	<p>Baseline survey</p> <p>Exhaustive “competency proficiency levels” survey</p>	Importance of training in national agricultural and water strategies
Outcome 3	Knowledge and methodology for knowledge production capitalized and available for other R&D projects	<p>Quantified appreciation of capitalized knowledge</p> <p><i>Baseline: n/a</i></p> <p><i>Target: knowledge and know-how is formalized and available</i></p>	<p>Manuals</p> <p>Videos</p>	Clear understanding of the needs of R&D projects (degree and form of knowledge/know-how to be made available)
Output 1	A multidimensional comparative evidence base of established and	Number of innovations in the evidence base	Baseline and completion	Beneficiaries are motivated by the proposed

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
	potential innovations	described, analyzed and made available <i>Baseline:</i> n/a (tbc in baseline survey) <i>Target:</i> at least 20 pertinent innovations	surveys Surveys (network sociometry) Annual reports	innovations.
Output 2	Selected tested innovations in marginal areas	Number of referenced innovations adopted Baseline: 0 Target: 6 innovations adopted (2 in each target country) by irrigation communities	Workshop proceedings Scientific articles Minutes of workshops	Beneficiaries accept Pre-selected innovations Alternative innovations available Political stability
Output 3	A sustainable North African R & D network connecting all categories of young professionals	Density and diversity of network <i>Baseline:</i> expected to be poorly connected (to be confirmed by baseline survey) <i>Target:</i> - high density and high diversity (a smallholder is connected to at least 3 types of actors)		The linkage with IFAD investments and other development projects is as strong as to stimulate continued interest in innovations in marginal areas.
Key Activities by component				
Component 3. Training of young professionals	3.1 Training of young smallholders 3.2 Reinforcing capacities on innovation in marginal areas 3.3 Knowledge production and dissemination	<ul style="list-style-type: none"> Density and diversity of network 3 start-ups created on R&D 1 MOOC implemented Communication & training tools available 	Sociometric analysis of network Activities and turnover of start-ups Annual reports Manuals, Videos, exhibitions Consultations of project web site MSc/PhD reports	Leaders, researchers and professionals are mobilized National schools and training centres provide training and accept young professionals
Component 2. Piloting innovations	2.1 Multi-actor planning workshops; 2.2 Testing of innovations and accompanying leaders in implementation 2.3 Knowledge production and dissemination	<ul style="list-style-type: none"> 27 studies successfully conducted 152 engineers and young researchers (at least 40% women) trained 	Research reports Workshop proceedings Minutes of workshops 3 Manuals related to the implementation of existing innovations (French, Arabic).	Identification of communities that are willing to experiment socio-technical innovations
Component 1. Benchmarking	1.1 Identify and characterize innovative technologies-in-use, institutions and practices 1.2 12 in-depth studies on promising innovations 1.3 Knowledge production and dissemination	<ul style="list-style-type: none"> Innovations evaluated and referenced Validated grid of universal/ lay indicators 555 smallholders (at least 30% women) reached 60 young leaders (at least 40% women) trained in P2P training sessions 6 study trips successfully conducted (120 participants) 	Videos Trip reports Data-base	Consortium agreement signed with all research partners Budgets made available to the different research teams in the three countries